

NOM : MOULY

Prénom : Jean

Email : jean.mouly@unilim.fr

1) Fonctions actuelles :

Recherche : *Droit du travail, Droit européen des droits de l'Homme, Droit des obligations, Droit animalier, Droit du sport.*

Pédagogiques : *Professeur de droit privé*

2) Travaux : articles, ouvrages et réalisations :

Articles dans des revues avec comité de lecture

- L'abandon de la théorie de l'acceptation des risques en matière de responsabilité civile du fait des choses. Enjeux et perspectives, D. 2011, p. 690.
- Le Comité européen des droits sociaux : un laboratoire d'idées sociales méconnu, en collaboration avec Jean-Pierre Marguénaud, RDP 2011, p. 685.
- Les droits de l'Homme salarié dans les entreprises identitaires, en collaboration avec Jean-Pierre Marguénaud, D 2011, p. 1637.
- Le mur de la vie privé : le Conseil d'Etat colmate les brèches, à propos de CE 15 décembre 2011, JCP 2011, G, n° 13, p. 595, comm. n° 353
- Le changement dans les conditions de travail d'un salarié protégé à l'aune des jurisprudences administrative et judiciaire. Légitime divergence d'appréciation ou contrariété de jurisprudence ?, Dr. Soc. 2011, 1083.
- L'application de la loi de 1985 sur les accidents de la circulation aux accidents sportifs, Les cahiers de droit du sport 2011, PUAM, n° 25, p. 37 ; Revue Lamy de droit civil, octobre 2012, p. 76.
- Rupture anticipée du CDD pour inaptitude physique : une nouvelle immixtion des règles du CDI dans le CDD, JCP S 2011, 1497.
- L'article L. 321-3-1 du code du sport : une rupture inutile avec le droit commun, Dalloz 2012, p. 1070.
- Une règle de nature à induire en erreur : la réticence dolosive rend toujours excusable l'erreur provoquée, D. 2012, p. 1346.

- A propos de la décision COHRE c/ France Comité EDS 28 juin 2011, en collaboration avec J-P Marguénaud, RDSS 2012, p. 669.
- La liberté d'expression syndicale des cadres, JCP S 2012, 1435 Des sanctions disciplinaires pécuniaires pour des sportifs professionnels salariés ? A propos de la suppression des primes de certains footballeurs de l'Euro 2012 et du statut des joueurs des équipes nationales, Dr. Soc. 2012, p. 940.
- Contribution à la chronique de droit électoral de l'OMIJ : Les élections professionnelles, RDP 2013, p. 575.
- Le Comité EDS devant le principe de non-régression en temps de crise économique, en collaboration avec J-P Marguénaud, Dr. Soc. 2013, p. 339.
- Une avancée spectaculaire du droit du salarié d'agir en justice contre l'employeur : la nullité de principe des mesures de rétorsion, Dr. Soc. 2013, p. 415.
- QPC et « QCC » en droit du travail : concurrence ou complémentarité ?, Tribune, Dr. Soc. 2013, 573.
- L'indivisibilité entre contrats de travail : une indivisibilité en trompe l'œil, D. 2013, p. 2233.
- La non-rétroactivité de la loi Warsman sur l'annualisation du temps de travail. Défense et illustration « européenne » de la jurisprudence de la Cour de cassation, Dr. Soc. 2014, p. 71.
- Le licenciement d'un salarié protégé fondé sur une inaptitude physique résultant d'un harcèlement. Une « cause » à revoir, Dr. Soc. 2014, 129.
- Chronique de jurisprudence de la Cour EDH relative au droit du travail (année 2013), en collaboration avec J-P Marguénaud, Dr. Soc. 2014, 641.
- La prise d'acte : un mode de rupture à préserver, Dr. Soc. 2014, 821
- La délocalisation procréative : fraude à la loi ou habileté permise ?, D. 2014, 2419.
- L'affaire Babyloup devant l'Assemblée plénière : quelques accommodements avec les principes, Dr. Soc. 2014, 811.
- Les syndicats dans l'armée : une entrée au pas de charge ?, à propos de CEDH 2 octobre 2014 (deux arrêts c/ France), JCP G 2014, n° 48, 1228, p. 2153, en collaboration avec J-P Marguénaud.
- Faut-il dénoncer la Convention OIT n° 158 sur le licenciement ?, Tribune Droit Social 2015, p.1.
- L'indemnisation du médecin du travail licencié sans autorisation administrative. Le casse-tête du calcul de l'indemnité sanctionnant la violation du statut protecteur (à propos de l'avis de la Cour de cassation du 15 décembre 2014), Dr. Soc. 2015, 227.

- La nouvelle jurisprudence sur la prise d’acte à l’épreuve du harcèlement moral ou sexuel, Dr. Soc. 2015, p. 384.
- La rupture conventionnelle du contrat de travail versus la protection des salariés victime d’un accident du travail ou en état de grossesse, Dr. Soc. 2015, p. 399.
- Chronique de jurisprudence de la Cour EDH relative au droit du travail (année 2014), en collaboration avec J-P Marguénaud, Dr. Soc. 2015, 719.
- Le voile dans l’entreprise : nouveaux rebondissements sous l’angle de la discrimination, à propos de Soc. 9 avril 2015, D. 2015, p. 1132.
- Les suites de contrats temporaires. Une jurisprudence contrastée, Dr. Soc. 2015, 726.
- La rupture conventionnelle : la conversion de la Cour de cassation au libéralisme contractuel, Rev. Jur. Soc. 2016, p. 5.
- Vers une résurrection de la jurisprudence Le Berre ? (à propos de l’arrêt assemblée plénière du 23 octobre 2015), Dr. Soc. 2016, à paraître.
- Le législateur au secours du CDD dans le sport professionnel (à propos de la loi n° 2015-1541 du 27 novembre 2015), Dr. Soc. 2016, à paraître.

Articles dans des revues sans comité de lecture

- Feue la jurisprudence Lunus ? A propos de l’article 67 de l’avant-projet Terré sur la responsabilité civile, Revue semestrielle de droit animalier, n° 9.
- Peut-on, en tant que gardien du ténia dont on est porteur, être responsable des dommages causés par celui-ci à des tiers ?, note sous Angers 12 octobre 2011, Revue semestrielle de droit animalier, n° 6.
- Entre formation professionnelle et emploi : la clause de dédit-formation, Mélanges F. Gaudu, éditions IRJS, 2014, p. 109.
- La fondamentalisation du droit du travail, Revue de droit d’Assas, 2015, n° 11, p. 93.
- Les intitulés de la loi en droit du travail. Essai d’une typologie, Mélanges A. Lyon-Caen, à paraître.

Communications avec actes

- La responsabilité civile du salarié, communication au colloque de Montpellier sur « L’entreprise face aux évolutions de la responsabilité civile » du 9 juin 2011, Economica 2012, p. 25 sous la direction de N. Ferrier et A. Pélissier.
- Les concours de responsabilités : le cas des régimes spéciaux d’indemnisation, communication au colloque de Chambéry, Les concours de responsabilités, 24-25 novembre 2011, Res. civ. ass. 2012, p. 55.

- La renonciation du salarié entre déréglementation et ordre public social : nouvel état des lieux, communication au colloque de l'AFDT Nancy, 1^{er} décembre 2011, La volonté du salarié, Thèmes et Commentaires, Dalloz 2012, p. 113.
- L'indemnisation des salariés protégés irrégulièrement licenciés, Communication au Colloque d'Avignon du 4 avril 2014 relatif à l' « Argent et les syndicats », Dr. Soc. 2014, p. 729.
- A propos de la « normalité parentale », communication aux entretiens d'Aguesseau, Limoges le 17 octobre 2014 : à paraître aux PULIM.
- Le licenciement et la Convention EDH, Communication au colloque de l'IDEDH, Montpellier 15 octobre 2015, in L'entreprise et la Conventions EDH, à paraître aux éd. Bruylant Nemesis, 2016.

Communications sans actes

- « Droit du travail et CEDH : la Cour entre son présent et son avenir », Communication au Colloque de Strasbourg des 30 et 31 janvier 2014 relatif à la Cour EDH et la relation de travail (L'Europe en mutation): publié sur le site de FR 3241 UNISTRA/CNRS.

Chapitres d'ouvrages scientifiques

- Sport, Rubrique Encyclopédie Dalloz, 2012, en collaboration avec C. Dudognon.
- Droit Disciplinaire, Rubrique Encyclopédie Dalloz de droit du travail, 2013.
- Règlement intérieur et notes de service, Rubrique Encyclopédie Dalloz Droit du travail, 2015.
- Commentaire de l'article 8 du PIDESC sur la liberté syndicale, en collaboration avec J-P Marguénaud, in Commentaire du PIDESC, à paraître
- Chronique mensuelle d'actualités jurisprudentielles à Droit Social.

Directions d'ouvrages

- Coordination de « Les droits sociaux constitutionnels et la charte sociale européenne », Chronique de l'OMIJ n° 7, Pulim, 2015.

Autres publications

- DROIT DU TRAVAIL, LEXIFAC, 6^e éd., 2012.
- DROIT DU TRAVAIL, LEXIFAC, 7^e éd., 2014.

Arrêts commentés à la chronique de Droit Social

- Nullité de la clause de non-concurrence : problèmes de restitution de la contrepartie pécuniaire, obs. sous Soc. 17 novembre 2010, Dr. Soc. 2011, p. 335.

- La seule stipulation d'une clause de non-concurrence illicite cause nécessairement un préjudice au salarié, obs. sous Soc. 12 janvier 2011, Dr. Soc. 2011, p. 468.
- La clause de non-concurrence, même stipulée dans un pacte d'actionnaires ou d'associés, suppose une contrepartie financière, obs. sous Com. 15 mars 2011, Dr. Soc. 2011, p.717.
- Où l'on voit qu'une clause de sollicitation peut causer un dommage réparable à un salarié, obs. sous Soc. 2 mars 2011, Dr. Soc. 2011, p. 860.
- En cas de préavis non travaillé, la clause de non-concurrence s'applique dès le départ effectif du salarié de l'entreprise, obs. sous Soc. 22 juin 2011, Dr. Soc. 2011, p. 1122.
- Le caractère dérisoire de la contrepartie financière d'une clause de non-concurrence s'apprécie au regard des seules sommes versées postérieurement à la rupture, obs. sous Soc. 22 juin 2011, Dr. Soc. 2011, p. 1120.
- La nullité d'une clause de non-concurrence ne peut être couverte par une convention collective postérieure, obs. sous Soc. 28 septembre 2011, Dr. Soc. 2012, p. 92.
- Du nouveau sur la sanction des clauses de non-concurrence excessives ?, obs. sous Soc. 12 octobre 2011, Dr. Soc. 2012, p. 198.
- Du caractère déraisonnable de la durée de l'essai au regard des normes OIT : confirmation de jurisprudence, obs. sous Soc. 11 janvier 2012, Dr. Soc. 2012, p. 321.
- La prise d'acte en période d'essai : quels effets ?, obs. sous 7 février 2012, Dr. Soc. 2012, p. 525.
- Consommation de stupéfiants dans la vie personnelle par du personnel « critique pour la sécurité » et violation des obligations contractuelles, obs. sous 27 mars 2012, Dr. Soc. 2012, p. 527.
- Du caractère imprévisible de la force majeure en droit du travail, observation sous Soc. 16 mai 2012, Dr. Soc. 2012, p. 744.
- Force probante de la mention collective mentionnée dans le contrat de travail et période d'essai, obs. sous 16 mai 2012, Dr. Soc. 2012, p. 742.
- Salariés protégés : prise d'acte de la rupture et décision antérieure de l'inspection du travail, obs. sous Soc. 4 juillet 2012, Dr. Soc. 2012, p. 949.
- A quelles conditions la violation d'une disposition conventionnelle peut-elle constituer le délit d'entrave ?, obs. sous Crim 19 juin 2012, Dr. Soc. 2012, p. 1067.
- La conformité à l'article 11 de la Convention EDH du nouveau mode de désignation des représentants syndicaux, obs. sous Soc. 24 octobre 2012, Dr. Soc. 2013, p. 78.

- L'impossibilité pour l'employeur de poursuivre le contrat de professionnalisation d'un salarié exclu du centre de formation ne constitue pas un cas de force majeure, obs. sous Soc. 31 octobre 2012, Dr. Soc. 2013, p. 67.
- La mise à pied conservatoire prononcée à l'occasion de poursuites pénales est-elle une mise à pied comme les autres ?, obs. sous Soc. 4 décembre 2012, Dr. Soc. 2013, 181.
- La règle réputant non écrites les stipulations illicites d'une clause de non-concurrence est une règle jurisprudentielle non éligible à la QPC, obs. sous Soc. 28 novembre 2012, Dr. Soc. 2013, 173.
- Refus d'une rétrogradation disciplinaire par le salarié et interruption de la prescription prévue par l'article L.1332-4 c. tr., obs. sous Soc. 15 janvier 2013, Dr. Soc. 2013, 277.
- La sanction de la violation du délai de prévenance par l'employeur en période d'essai, obs. sous Soc. 23 janvier 2013, Dr. Soc. 2013, p. 275.
- Illicéité des stipulations d'une clause de non-concurrence autorisant l'employeur à renoncer à la clause après le départ effectif du salarié de l'entreprise, obs. sous Soc. 13 mars 2013, Dr. Soc. 2013, p 455.
- La règle selon laquelle est déraisonnable au regard de l'article 2 de la Convention OIT n° 158 une période d'essai dont la durée atteint une année constitue une disposition impérative au sens de la Convention de Rome du 19 juin 1980, obs. sous Soc. 26 mars 2013, Dr. Soc. 2013, p. 457.
- La renonciation de l'employeur à la clause de non-concurrence dans la lettre de licenciement est licite, nonobstant les dispositions de la convention collective, obs. sous Soc. 24 avril 2013, Dr. Soc. 2013, 550.
- Validité des clauses imputant la rupture du contrat de travail à l'employeur en cas de changement de direction : à propos des « parachutes dorés », obs. sous Soc. 24 avril 2013, Dr. Soc. 2013, 551.
- Validité d'une période d'essai de neuf mois pour un cadre, obs. sous Soc. 24 avril 2013, Dr. Soc. 2013, 556.
- La prise d'acte produisant les effets d'un licenciement nul n'autorise pas la réintégration du salarié, obs. sous Soc. 29 mai 2013, 647.
- Compétence du tribunal de commerce pour statuer sur un litige entre employeurs relatif à une clause de non concurrence stipulée dans un contrat de travail, obs. sous Soc. 29 mai 2013, Dr. Soc. 2013, 649.
- Pas de requalification in pejus de la faute du salarié invoquée dans la lettre de licenciement, obs. sous Soc. 26 juin 2013, Dr. Soc. 2013,757.
- L'indemnisation d'un salarié protégé titulaire d'un CDD non renouvelé en méconnaissance du statut : l'indifférence de la durée maximale du contrat, obs. sous Soc. 12 juin 2013, Dr. Soc. 2013, 762.

- Nullité de la résiliation conventionnelle d'un CDI pour dol du salarié, obs. sous CA Metz 6 mai 2013, Dr. Soc. 2013, 759.
- La renonciation de l'employeur à une clause de non-concurrence produit ses effets même en l'absence d'information du salarié, obs. sous Soc. 10 juillet 2013, 857.
- La seule tentative de violation d'une clause de non-concurrence n'engage pas la responsabilité du salarié, obs. sous Soc. 10 avril 2013, 859.
- La contrepartie financière d'une clause de non-concurrence peut résulter du prix de cession de ses actions par le salarié, Soc. 27 février 2013, Dr. Soc. 2013, 856.
- Le non-cumul des sanctions disciplinaires : une conception élargie confirmée, obs. sous Soc. 25 septembre 2013, Dr. Soc. 2013, Dr. Soc. 2013, 955.
- La fixation des motifs par la lettre de licenciement : contours de la règle et pouvoirs du juge, obs. sous Soc. 15 octobre 2013, Dr. Soc. 2013, 1057.
- La soumission du pouvoir disciplinaire au principe de l'égalité des armes en cas de litige entre l'employeur et le salarié, obs. sous Soc. 9 octobre 2013, Dr. Soc. 2013, 1055.
- Sauf à l'employeur à justifier d'un motif, l'engagement des poursuites disciplinaires doit être concomitant au prononcé de la mise à pied conservatoire, obs. sous 30 octobre 2013, Dr. Soc. 2014, 83.
- La liberté du salarié de témoigner contre son employeur s'applique au contenu de sa déposition, sauf mauvaise foi, obs. sous Soc. 29 octobre 2013, Dr. Soc. 2014, 81.
- Du nouveau sur les clauses incluant l'indemnité de congés payés dans le salaire : exigence de transparence et d'intelligibilité, obs. sous Soc. 14 novembre 2013, Dr. Soc. 2014, 93.
- Où l'on voit la Cour de cassation déduire d'une affirmation exacte une solution erronée : sur les formalités de la convocation à l'entretien préalable à une sanction disciplinaire, obs. sous soc. 20 novembre 2013, Dr. Soc. 2014, 178 .
- La contrepartie financière de la clause de non-concurrence de l'associé-salarié : une conciliation a minima avec la jurisprudence de la Chambre Sociale, obs. sous Com. 8 octobre 2013, Dr. Soc. 2014, 174.
- L'effet libératoire d'un reçu pour solde de tout compte, même rédigé en termes généraux, est limité aux sommes qui y sont mentionnées, Soc. 18 décembre 2013, Dr. Soc. 2014, Dr. Soc. 2014,176.
- Un nouvel exemple de licenciement contraire à l'article 6 §1 de la Convention EDH : le licenciement prononcé en violation d'un jugement exécutoire par provision, Soc. 18 décembre 2013, Dr. Soc. 2014, 286.

- Du nouveau sur la nature juridique de la contrepartie pécuniaire des clauses de non-concurrence, obs. sous Soc. 15 janvier 2014, Dr. Soc. 2014, 284.
- Une nouvelle question préjudicielle : la légalité de l'article R.242-65 du code rural relatif aux clauses de non-concurrence imposées aux vétérinaires sans contrepartie financière, obs. sous Soc. 15 janvier 2014, Dr. Soc. 2014, 282.
- Pouvoir disciplinaire et égalité de traitement, obs. sous Soc. 5 février 2014, Dr. Soc. 2014, 385.
- De la relativité de la distinction entre la faute disciplinaire et l'insuffisance professionnelle, obs. Soc. 5 février 2014, Dr. Soc. 2014, 381.
- Résiliation conventionnelle et point de départ de la renonciation à une clause de non-concurrence, obs. sous Soc. 29 janvier 2014, Dr. Soc. 2014, 383.
- La clause d'exécution alternative du contrat de travail au domicile du salarié ou dans l'entreprise : pouvoir de direction de l'employeur ou contrat de travail, obs. sous Soc. 12 février 2014, Dr. Soc. 2014, 477.
- La clause prévoyant la rupture du contrat en cas de suspension du permis de conduire ne peut justifier un licenciement, obs. sous Soc. 12 février 2014, Dr. Soc. 2014, 479.
- L'effet direct de l'article 24 de la Charte sociale européenne relatif à la légitimité du licenciement, obs. Sous CE 10 février 2014, Dr. Soc. 2014, 474.
- La conventionnalité de la requalification du contrat intermittent conclu en l'absence d'accord collectif, obs. sous Soc. 19 mars 2014, Dr. Soc. 2014, 578.
- L'indemnité de fin de contrat à l'épreuve du principe d'égalité, obs. sous Soc. 9 avril 2014, Dr. Soc. 2014, p. 682.
- L'indemnité contractuelle de licenciement : révision plutôt qu'annulation, Dr. Soc. 2014, 481.
- Même dans le domaine du CDD par nature, l'exclusion conventionnelle du CDI est illicite, obs. sous Soc. 2 avril 2014, Dr. Soc. 2014, 576.
- Déplacements entrant dans l'activité habituelle du salarié et affectations occasionnelles hors du secteur géographique du salarié : une frontière incertaine, obs. sou Soc 2 avril 2014, Dr. Soc. 2014, 677.
- Le changement d'horaire du salarié élu local, obs. sous Soc. 2 avril 2014, Dr. Soc. 2014, 572.
- Résiliation judiciaire à l'initiative du salarié et démission : une articulation problématique ?, obs. sous Soc. 30 avril 2014, Dr. Soc. 2014, 675.
- La portée, à l'égard du juge judiciaire, du refus de l'administration d'autoriser le licenciement d'un salarié protégé, obs. sous Soc. 8 avril 2014, Dr. Soc. 2014, 679.

- Promesse d'embauche et stipulation d'une période d'essai, obs. sous Soc. 12 juin 2014, Dr. Soc. 2014, 773.
- Impartialité du juge et motivation des décisions de justice, obs. sous Soc. 12 juin 2014, Dr. Soc. 2014, 778.
- Pacs et avantages accordés en cas de mariage par la convention collective : la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle reconnue, obs. sous Soc. 9 juillet 2014, Dr. Soc. 2014, p. 854.
- Validité d'une clause de mobilité géographique prévue pour la France entière, obs. sous Soc. 9 juillet 2014, Dr. Soc. 2014, p. 857.
- Salarié à temps partiel empêché d'accepter l'offre de travail à plein temps de son employeur par la faute d'un tiers : préjudice certain ou perte de chance ?, obs. sous Crim. 18 février 2014, Dr. Soc. 2014, p. 859.
- Qualification professionnelle et fonctions réellement exercées : quelques précisions, obs. sous Soc. 24 septembre 2014, Dr. Soc. 2014, p. 959.
- L'obligation de loyauté oblige le salarié à informer l'employeur de tout fait de nature à affecter l'exercice de ses activités professionnelles, obs. sous Soc. 29 septembre 2014, Dr. Soc. 2014, p. 957.
- Il y a vacances...et vacances : le rattachement d'un séjour organisé par l'employeur à la vie professionnelle, obs sous Soc. 8 octobre 2014, Dr. Soc. 2014, 1064.
- La résiliation conventionnelle, voie exclusive de rupture amiable du CDI, obs. sous Soc. 15 octobre 2014, Dr. Soc. 2014, 1066.
- La mutation temporaire, alternative à la mise à pied conservatoire du salarié, obs. sous Soc. 8 octobre 2014, Dr. Soc. 2014, 1068.
- Charte du football professionnel : pas de rupture anticipée du contrat pour le salarié absent aux entraînements, obs. sous Soc. 5 novembre 2014, Dr. Soc. 2015, 88.
- Procédure disciplinaire conventionnelle et droit de la défense : limite à la substantialisation, obs. sous Soc. 22 octobre 2014, Dr. Soc. 2015, 86.
- Du caractère relatif du non cumul des allocations chômage et de l'indemnité due au salarié irrégulièrement licencié et réintégré, obs. sous Soc. 19 novembre 2014, Dr. Soc. 2015, 93.
- Droit de retrait et impartialité du juge, obs. sous Soc. 20 novembre 2014, Dr. Soc. 2015, 187.
- CDD et sport professionnel : l'étai européen se resserre, obs. sous Soc. 17 décembre 2014, Dr. Soc. 2015, 185.

- La poursuite du contrat de travail au-delà du terme de l'essai du fait du délai de prévenance donne naissance à un nouveau contrat définitif, obs. sous Soc. 5 novembre 2014, Dr. Soc. 2015, 181.
- Le salarié peut demander le paiement de l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle indépendamment de l'annulation de la convention, obs. sous Soc. 10 décembre 2014, Dr. Soc. 2015, p. 282.
- L'article 5 de la Convention OIT n° 135 au secours du représentant syndical au comité d'entreprise ne pouvant retrouver son mandat après réintégration, obs. sous Soc. 16 décembre 2014, Dr. Soc. 2015, 286.
- La survie de la clause de non-concurrence en dépit de la disparition de l'entreprise, obs. sous Soc. 21 janvier 2015, Dr. Soc. 2015, p. 374.
- La neutralité de la rupture conventionnelle à l'égard du pouvoir disciplinaire de l'employeur, obs. sous Soc. 3 mars 2015, Dr. Soc. 2015, p. 376.
- A propos du contrôle d'alcoolémie : articulation d'un règlement intérieur et d'une charte d'entreprise, obs. sous Soc. 31 mars 2015, Dr. Soc. 2015, 469.
- La renonciation à une clause de non-concurrence en cours de contrat, obs. sous Soc. 11 mars 2015, Dr. Soc. 2015, 465.
- Information des délégués du personnel et pouvoir disciplinaire, obs. sous Soc. 17 mars 2015, 467.
- Les clauses de garanties d'emploi s'appliquent-elles en cas d'inaptitude physique du salarié à l'emploi ?, obs. sous Soc. 15 avril 2015, Dr. Soc. 2015, 559.
- En cas de modification dans la situation juridique de l'entreprise, le salarié titulaire d'un mandat extérieur à l'entreprise doit informer le repreneur de l'existence de celui-ci, obs. sous Soc. 15 avril 2015, Dr. Soc. 2015, 561.
- L'indemnité spécifique de rupture conventionnelle : les journalistes réduits régime du droit commun, obs. sous Soc. 3 juin 2015, Dr. Soc. 2015, 746.
- L'exception à l'usage de la langue française dans les documents de travail destinés aux étrangers, obs. sous Soc. 24 juin 2015, Dr. Soc. 2015, 743.
- Une exception à la règle de l'unicité de la sanction disciplinaire pour l'ensemble des faits connus de l'employeur, obs. sous Soc. 10 juin 2015, Dr. Soc. 2015, 943.
- L'avocat salarié, un salarié par détermination de la loi, obs. sous Soc. 16 septembre 2015, Dr. Soc. 2015, 937.
- Quelle place pour l'estoppel dans la procédure prud'homale ?, obs. sous Soc. 22 septembre 2015, Dr. Soc. 2015, 945.

- L'insuffisance de l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle n'entraîne pas la nullité de la convention, mais seulement le versement d'un complément d'indemnité, obs. sous Soc. 8 juillet 2015, Dr. Soc. 2015, 1036.
- Le licenciement consécutif à un refus de rétrogradation : la sanction du défaut d'entretien préalable, obs. sous Soc. 16 septembre 2015, Dr. Soc. 2015, 939.
- Rupture conventionnelle : destinataire de la rétractation et articulation avec la prise d'acte, Soc. 6 octobre 2015, Dr. Soc. 2015, 1033.
- Reprise d'un service public administratif par une personne publique : incompétence du juge judiciaire pour enjoindre à l'administration de proposer un contrat de droit public, obs. sous Soc. 22 septembre 2015, Dr. Soc. 2015, 1025.
- Le salarié conseiller prud'homme doit informer l'employeur du renouvellement de son mandat pour bénéficier du statut protecteur, Dr. Soc. 2015, 1038.
- Requalification d'une suite de CDD en CDI : le licenciement n'est pas nécessairement dépourvu de cause réelle et sérieuse, obs. sous Soc. 20 octobre 2015, Dr. Soc. 2015, 1028.
- Quel motif pour le licenciement postérieur à l'expiration du statut protecteur après un refus d'autorisation administrative ?, obs. 25 septembre 2015, Dr. Soc. 2015, 1031.